



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

100-101 | 2005
Éducation, religion, état

De la « guerre scolaire » au conflit armé en Côte-d'Ivoire

Entretien avec Laurence Proteau réalisé par Laurent Bazin

Laurence Proteau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1614>

DOI : [10.4000/jda.1614](https://doi.org/10.4000/jda.1614)

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 249-263

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurence Proteau, « De la « guerre scolaire » au conflit armé en Côte-d'Ivoire », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1614> ; DOI : [10.4000/jda.1614](https://doi.org/10.4000/jda.1614)

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

De la « guerre scolaire » au conflit armé en Côte-d'Ivoire

Entretien avec Laurence Proteau réalisé par Laurent Bazin

Laurence Proteau

- 1 *Laurent Bazin – Dans ton livre Passions scolaires en Côte-d'Ivoire, paru en 2002, tu dis dès l'introduction que l'école est le lieu d'émergence des conflits sociopolitiques en Côte-d'Ivoire, et ce depuis les années 1960¹. Tu as fait ton terrain entre 1992 et 1994 en Côte-d'Ivoire. J'aimerais en premier lieu que tu reviennes sur ton analyse de ce conflit dont l'école est le lieu au début des années 1990. Je voudrais qu'on essaie de comprendre ce qu'il en est aujourd'hui et comment cette analyse que tu as faite peut éclairer le conflit armé qui se déroule depuis deux ans en Côte-d'Ivoire.*
- 2 *Laurence Proteau – En guise de préalable, il faut préciser qu'en aucune manière une analyse des luttes à l'intérieur du champ scolaire ne permet de résumer la crise actuelle ; il y a beaucoup d'autres phénomènes à considérer. Des transformations se produisent parallèlement dans d'autres champs. Il faudrait d'ailleurs également prendre en compte la situation internationale.*
- 3 *Néanmoins, ce que j'avais essayé de montrer dans mon travail, c'est que dans un régime à parti unique², la question scolaire est avant tout une question politique. La question politique ne pouvant émerger selon les formes légitimes de la démocratie ordinaire, elle a émergé à partir du champ scolaire pour deux raisons.*
- 4 *1) Parce que l'école est investie d'un enjeu de mobilité sociale. La mobilité sociale c'est l'aspiration à occuper une position dans un espace de pouvoir économique, politique, social, etc. Cet enjeu, on le voit bien au niveau des stratégies scolaires des familles, est très fort dès les années 1960 et s'appuie sur la croyance que l'école permet de devenir plus « grand », d'être plus proche des « grands ». Cet enjeu est total.*
- 5 *2) La caractéristique des élites ivoiriennes c'est qu'elles étaient très peu différenciées, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas d'un côté des élites politiques, de l'autre des élites économiques, d'un autre côté encore des élites intellectuelles, etc., même si cela est plus complexe. Le capital scolaire de type universitaire légitime l'accumulation d'autres formes de capitaux. Les élites ivoiriennes sont, dans leur grande majorité, très diplômées*

et s'appuient sur cette légitimité scolaire pour revendiquer l'exercice d'un pouvoir politique et l'accumulation de capital économique, etc. Il y avait, en quelque sorte, confusion des élites. Dans cette configuration générale, ceux qui n'avaient en propre que leur capital scolaire, les universitaires qui n'avaient pas pu accéder à des positions d'élites politiques et économiques, y prétendaient aussi. Pourquoi pas eux ? Les opposants au régime politique en place ont toujours été dans une situation de porte-à-faux entre une lutte contre un régime dictatorial et la tentation du pouvoir politique et économique : on voit très bien entre les années 1960 et aujourd'hui la forte captation des élites universitaires dans l'espace du pouvoir. Les trajectoires des intellectuels oscillent entre pureté intellectuelle et compromission politique.

- 6 Les principaux acteurs de la « crise » actuelle sont issus de l'université. Les dirigeants du parti au pouvoir, le Front populaire ivoirien (FPI), sont des universitaires, comme nombre d'autres dirigeants de partis. Le président, Laurent Gbagbo (historien), fondateur du FPI, a été l'opposant historique au régime de parti unique et a mené la lutte depuis sa position et sa légitimité d'universitaire³. Par ailleurs, deux des leaders « charismatiques » du conflit actuel – qui éclate en septembre 2002 – sont d'anciens secrétaires généraux du principal syndicat étudiant, la FESCI (Fédération des étudiants et scolaires de Côte-d'Ivoire), créé en 1990. D'un côté, Guillaume Soro, porte-parole des rebelles et secrétaire général du MPC (Mouvement des patriotes de Côte-d'Ivoire, rébellion qui occupe le centre-nord), a dirigé la FESCI de 1995 à 1998. Il était étudiant en anglais. Dans le camp opposé, Blé Goudé, le chef des « jeunes patriotes » qui est une sorte de milice fort bien organisée de soutien au président Gbagbo, lui a succédé à la tête de la FESCI lors du congrès de 1998 et jusqu'en 2001. Il était aussi étudiant en anglais. Ce congrès de 1998 est important car c'est là que sont apparues clairement les divisions dans la FESCI entre les pro-RDR (Guillaume Soro voulait placer l'un de ses candidats, pro-Ouattara) et des pro-FPI (Blé Goudé). Blé Goudé a gagné : c'est à partir de ce moment que la FESCI se divise selon des clivages clairement politiques, même si les luttes internes, parfois violentes, ne datent pas du congrès.
- 7 L.B. – *Revenons d'abord sur le premier point. Les médias et le pouvoir politique désignaient dans les années 1980-90 une crise de l'école et tu montres qu'il s'agit plus exactement d'une crise de la croyance, selon tes propres termes, c'est-à-dire d'une crise des aspirations que les élèves ou leur famille placent dans l'école. Pourquoi est-ce dans cette période que l'on arrive à cette situation ?*
- 8 L.P. – Au moment de la décolonisation, l'école est peu développée. Il y a très peu de formation d'élites, alors que la constitution d'un État indépendant nécessite la création d'une fonction publique, etc. La réussite scolaire devait entraîner, par une espèce d'équation automatique, la promotion à des postes importants, politiques, administratifs ou autres, et finalement autoriser et légitimer la détention de capital. Je suis intelligent, je suis diplômé, j'ai un bon travail et je suis riche. Il y a un consensus national autour de cette croyance, consensus qui a participé à la stabilité du régime d'Houphouët-Boigny. Chacun peut se projeter dans l'avenir, ne serait-ce que par l'intermédiaire de ses enfants et l'adhésion à ce régime est sous-tendue par ces promesses qui se réalisent en partie. En tout cas, dans les 15 années qui suivent l'indépendance les diplômés débouchent effectivement sur des postes dans la fonction publique essentiellement, et parfois évidemment des postes très importants. Donc, la croyance, associée à un développement économique rapide, se perpétue. Cela rend moins visibles les très fortes inégalités scolaires. L'école exclut pourtant beaucoup : les filles, les catégories sociales inférieures, les régions ne sont pas également scolarisées, etc. L'illusion de l'école libératrice, elle,

fonctionne bien. Elle va perdurer au-delà de la réduction sensible de la mobilité ; une croyance a besoin de temps pour s'éteindre. Pourtant, dans les années 1980, avec la mise en place des plans d'ajustement structurel on embauche de moins en moins dans la fonction publique et aussi dans le privé. Les « places » sont de plus en plus « réservées » aux enfants des classes moyennes et surtout supérieures. Il y a fermeture des postes, à la fois parce qu'il y en a moins et parce qu'ils sont occupés par des héritiers. Ceux qui pouvaient prétendre à la mobilité par l'école sont bloqués. L'école assure la reproduction de ceux qui sont déjà établis. Cette réalité devient de plus en plus évidente aux yeux de tous. Et pour les fractions sociales moyennes cela signifie, à terme, un déclassement.

- 9 Cette crise de l'école est une crise de la croyance qui fondait le consensus et permettait la « paix sociale ». Mais si cette configuration structurelle – moins de postes et des postes occupés par des héritiers – entraîne la perte de la croyance dans l'école, paradoxalement, les gens s'acharnent d'autant plus à y investir que les profits attendus sont certes de plus en plus improbables, mais aussi de plus en plus distinctifs. La différence va se faire entre ceux qui peuvent encore mettre leurs enfants à l'école et ceux qui ne le peuvent plus. S'acharner à les y maintenir le plus longtemps possible par des méthodes telles que l'achat de diplômes, de places dans les écoles publiques ou privées, la corruption, le monnayage d'un capital sexuel, etc., c'est aussi manifester un pouvoir social qui permet de dire : « J'en suis ». Distinction entre ceux qui sont encore dans la lutte et ceux qui en sont complètement exclus : « Finalement je suis encore quelque chose puisque j'ai encore les moyens de me jeter dans la concurrence ». L'école n'enchant plus, mais les stratégies et l'enjeu sont encore plus guerriers. Cela devient moins une question de promotion sociale qu'une question de vie ou de mort sociale.
- 10 L.B. – *D'où, à l'université nationale, une lutte de plus en plus désespérée des étudiants au sein de la FESCI. Si je poursuis ton raisonnement, les étudiants ont investi l'université sans que puisse se réaliser leur espoir d'acquérir quelque chose grâce à leur diplôme au-delà de l'université. Mais en même temps, il faut absolument y être pour ne pas faire figure d'exclus. Et ce qui clôt les perspectives de ceux qui sont à l'université, c'est le fait que ceux qui sont en position d'héritiers des classes moyennes ou supérieures, comme tu l'as expliqué, font leurs études ailleurs, en France, au Canada, aux États-Unis.*
- 11 L.P. – Le premier leader, et l'un des fondateurs, de la FESCI, Martial Ahipeaud, est issu d'une grande famille houphouëtiste. C'est typiquement la trajectoire de ceux qui sont capables de monter ce genre d'organisation parce qu'ils ne sont pas des enfants de « petits », même s'ils sont déclassés. Si dans cette lutte dont je parlais, les positions de pouvoir vont aux héritiers, même parmi eux la concurrence est très forte. Les fondateurs de la FESCI, ou du moins une grande partie de ceux qui vont être ses leaders charismatiques, ne sont pas des pauvres. Ce sont des héritiers qui n'ont pas eu de place : Ahipeaud investit le terrain de la lutte politique et idéologique parce qu'il est en déclassement. D'ailleurs il va rebondir et faire ses études en Angleterre, lui aussi. Il va se reclasser.
- 12 C'est intéressant de constater qu'il peut y avoir conjonction d'intérêts entre les déclassés des groupes dominants (les dominés des dominants) et les dominants des groupes dominés : ceux qui sont quand même parvenus à l'université et qui viennent de petits milieux. Après cette lutte acharnée pour arriver à l'université, ce parcours où la famille s'est acharnée, où il y a eu d'énormes dépenses, comment accepter que cet investissement ne débouche sur rien ? Conjonction entre eux, donc, et tous ceux qui, venant d'en haut, sont des surnuméraires de leur propre classe. Ils sont, me semble-t-il, disposés à remettre

en question cette classe dominante parce qu'elle ne leur a pas fait de place. Il y a certainement alliance objective entre ceux qui viennent d'univers sociaux différents mais qui ont des intérêts communs à un moment donné. Il y a conjonction entre cette jeunesse du bas et qui ne parvient pas en haut et cette jeunesse du haut et déchue. Intérêts objectifs à contester le pouvoir et à balayer pour occuper les positions. Les uns parce qu'ils se prétendent légitimes à les occuper parce qu'ils viennent des milieux qui les occupent, et les autres parce qu'ils ont tellement investi pour les occuper que ça ne peut pas être en vain.

- 13 L.B. – *Sur cette lutte des étudiants dans les années 1990, il y a deux aspects, dans ce que tu avais analysé, qui m'avait frappé. D'abord, le côté radical de cette lutte. L'un des slogans des étudiants était : « cabri mort n'a pas peur du couteau ». Je voudrais que tu reviennes là-dessus. Le second aspect c'est ce qui me semble marquer une crise générationnelle ou des rapports de parenté, des rapports d'autorité : le fait que les étudiants s'appellent entre eux « parent », ce qui est une manière de renier leur allégeance envers la figure du « père de la nation » Houphouët-Boigny d'une part, et vis-à-vis de leurs propres parents d'autre part.*
- 14 L.P. – L'expression « cabri mort n'a pas peur du couteau » est reprise d'une chanson de Serge Kassi qui d'ailleurs soutient toujours la FESCI pro-FPI actuellement. C'est un soutien aussi des « patriotes ». « Cabri mort n'a pas peur du couteau » a été repris comme slogan complètement consensuel des étudiants engagés dans la lutte. Ça signifiait : « on n'a plus rien à perdre, donc on n'a plus peur de rien ». Ça rejoint l'autre question que tu soulèves, sur la contestation des rapports de parenté et la hiérarchie censée être derrière, car les étudiants disaient : « Si on n'a plus peur de rien c'est qu'on a tout à gagner à renverser le pouvoir puisqu'on en est exclus ». Cela rejoint l'idée de Bourdieu selon laquelle « la jeunesse n'est qu'un mot ». Les jeunes ne sont jeunes qu'en ce qu'ils prétendent occuper les positions des vieux. Ils sont sages tant que l'état des rapports de force entre jeunesse et vieillesse laisse supposer que les positions des vieux seront libres pas trop tardivement : on attend, on patiente. On est presque dociles, puisqu'on va avoir une part du gâteau. Quand cette part de gâteau s'éloigne de plus en plus, c'est-à-dire que l'état des rapports de force exclut un grand nombre de ces prétendants, alors les conditions de la contestation sont réunies. « Cabri mort n'a pas peur du couteau » va s'exprimer par « nous n'avons plus de parents » c'est-à-dire : « nous ne respectons plus les positions détenues par les plus anciens ». Ils n'ont plus l'espoir d'occuper des positions, sauf à les occuper au sens guerrier, sauf à renverser les parents et à se dire soi-même parent. On renverse l'ordre établi des positions. Evidemment, on prend un prétexte, inconsciemment bien sûr, ou du moins le prétexte idéologique s'exacerbe : on est contre la dictature. Mais derrière cette rhétorique courante, qui n'est pas propre à l'Afrique, il y a surtout une guerre des positions dans un contexte où l'accès aux positions s'est refermé.
- 15 Si la FESCI a drainé si loin c'est pour cette raison. C'est ce qui permet d'expliquer aussi la création des deux camps. Quand on lutte de façon unie à un moment donné en disant : on renverse tout, on conteste la légitimité du pouvoir, c'est évident que l'enjeu collectif dissimule les enjeux individuels à occuper des positions. A un moment donné, le conflit va s'inscrire à l'intérieur même de la structure puisque l'illusion de la lutte collective éclate derrière les ambitions des uns et des autres et que les positions sont bien moins nombreuses que ceux susceptibles de les occuper. Les divisions au sein de la FESCI s'expliquent aussi comme cela ; elles se sont retraduites dans des engagements politiques, en direction du FPI ou du RDR, mais c'est toujours la même logique : on va se placer derrière l'un des leaders de l'opposition susceptible à un moment donné de redistribuer

des positions. La FESCI ne pouvait qu'éclater parce que derrière un discours lénifiant « tous ensemble contre le dictateur » il y a cette prétention – légitime ou non, ce n'est pas le propos – à occuper des positions.

- 16 L.B. – *Lorsque je reprenais ta remarque sur le fait que le conflit était dans l'école, c'était pour signifier le conflit social dont tu viens de parler, mais aussi pour suggérer qu'il y a déjà un conflit ouvert au début des années 1990, notamment au sein même de l'université entre les étudiants et le pouvoir politique. La lutte est quasiment déjà une lutte armée à cette époque. Je voudrais rappeler quelques faits. En 1990, ce sont les étudiants qui ont amorcé les manifestations qui ont contraint le gouvernement à reconnaître le multipartisme. Le pouvoir politique avait réagi en envoyant les chars dans les rues d'Abidjan. Les étudiants créent la FESCI à ce moment-là. En 1991 l'armée était intervenue dans la cité universitaire de Yopougon et avait commis des exactions. Une enquête parlementaire a d'ailleurs conclu que l'intervention avait été commanditée par le général Robert Guéi, alors chef d'état-major et qui sera par la suite l'auteur du coup d'État de décembre 1999. On peut évoquer également les troupes de « loubards », comme ils étaient appelés localement, payés par le pouvoir pour casser les partisans de la FESCI. Les leaders étudiants étaient pourchassés, emprisonnés illégalement, réduits à vivre quasiment clandestinement, etc. La FESCI était d'ailleurs interdite de 1991 à 1997. C'était déjà presque une lutte armée. Il semble a posteriori que, dans ces années, un conflit est en train de se structurer. Est-ce qu'on pourrait dire par exemple que les troupes de la FESCI qui s'affrontent à la police, l'armée ou les « loubards » du gouvernement, vont devenir les espèces de milices paramilitaires que sont aujourd'hui les « jeunes patriotes ? »*
- 17 L.P. – En effet, la lutte armée n'a pas surgi comme cela. Elle a une histoire. Il y a eu une pré-guerre civile, qui se jouait sur un terrain plus restreint. Entre les étudiants de la FESCI et le pouvoir. Les « guerriers » actuels ont été socialisés dans cette ambiance. Une condition de possibilité de la lutte se trouve en partie dans les modes d'organisation de la FESCI et dans les réactions du pouvoir de l'époque vis-à-vis d'elle. En partie seulement, car si le conflit a pu atteindre le niveau qu'il a actuellement, c'est qu'il y a d'autres facteurs. L'exacerbation des oppositions politiques, l'invention de l'« ivoirité », et aussi les soutiens extérieurs font qu'on a pu passer de l'affrontement d'un campus avec une petite armée à deux armées qui s'affrontent. Ça dépasse bien évidemment l'histoire de la FESCI.
- 18 Mais la FESCI a éclaté et elle est en partie l'ancêtre des deux camps. Elle est en tout cas la condition de possibilité des deux camps. La FESCI a militarisé peu à peu le conflit universitaire. Interdite et clandestine de 1991 à 1997, elle est devenue une organisation presque paramilitaire : radicale, violente, exaltée, soutenant au début un seul opposant aux régimes d'Houphouët puis de Bédié : Gbagbo. Et en 1998, cette division de la FESCI en deux camps, les pro-Gbagbo et les pro-Ouattara. Ce n'est pas innocent que deux des chefs, les « petites mains » opposées du conflit, soient d'anciens responsables de ce syndicat. Ils se connaissent très bien. Ils ont été socialisés et ont appris la lutte politique dans la FESCI. Ils sont proches aussi parce qu'ils ont été nourris des mêmes méthodes. Ce n'est pas un hasard s'ils sont tous les deux à la fois « guerriers » et porte-parole, c'est-à-dire s'ils conservent quand même l'ambition d'être des leaders charismatiques. La FESCI avait à la fois une position idéologique – discours panafricaniste, anti-impérialiste, de gauche, démocratique, etc. – et menait des interventions de plus en plus musclées, allant jusqu'au meurtre, jusqu'à « braiser » (brûler vif) leurs adversaires. Il y a donc opposition entre les pratiques de plus en plus violentes et un discours idéologique de bien-être du peuple au nom d'un panafricanisme anti-impérialiste – les deux camps s'en revendiquent – qui justifie parfois le racisme. Sous couvert de panafricanisme il y a le nationalisme et la

xénophobie, et sous couvert de nationalisme, il y a une lutte de positions. La FESCI est la matrice des « petites mains » du conflit d'aujourd'hui. Ce que l'on voit est une forme d'exacerbation jusqu'au point le plus absolu – la guerre – de l'habitus militant de ses leaders qui s'est formé dans le conflit. Il ne s'est pas construit dans la négociation parce que c'était impossible. L'état du champ politique ne le permettait pas ; ils s'opposaient justement aux syndicats de négociation, appendices du parti unique. Mais la façon dont ils se sont structurés explique sans doute en partie la façon dont ils mènent la lutte aujourd'hui.

- 19 L.B. – *Tu as parlé du syndicat étudiant. Qu'en est-il des universitaires face au pouvoir politique ?*
- 20 L.P. – Dès 1970, les universitaires avaient créé un syndicat, le SYNARES (Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur). L'opposition contre Houphouët-Boigny s'est structurée autour de Gbagbo, qui a été emprisonné dans un camp militaire en 1969, qui s'est exilé en France en 1982, etc. Il représentait l'espoir d'une démocratie, la liberté de la presse, de penser, d'association, la liberté de tout... Cette lutte, qui a été difficile, longue, qui a constitué toute la vie d'un certain nombre d'individus, a suscité beaucoup d'aspirations, un mythe, un idéal : « on ne peut pas s'être battu tant d'années pour rien, pour ne rien en tirer... » Et quand Gbagbo parvient au pouvoir, ce qu'il représente est déjà largement compromis : il y a l'« ivoirité » ; son élection n'est pas entièrement légitime. De plus, il ne redistribue pas le pouvoir ou du moins il le donne à ses troupes les plus fidèles. Il ne le donne pas aux jeunes qui avaient investi en lui un idéal. Gbagbo était porteur d'aspirations, de promesses : le grand changement ; un monde nouveau nous attend ; en avant, la poitrine tendue au devant des balles, pour un idéal. Et l'idéal qu'est-ce que c'est ? Ce n'est jamais seulement un idéal idéologique, c'est un idéal de répartition des positions.
- 21 L.B. – *Ce mythe avait éclaté, je pense, bien avant que Gbagbo ne prenne le pouvoir en octobre 2000. Après l'apparition du RDR, le parti de Ouattara issu d'une scission du PDCI en 1994, tous les conflits sont tripartites entre le PDCI, le FPI et le RDR. A partir de ce moment Ouattara est le troisième protagoniste qui rompt la dualité ex-parti unique (PDCI) vs principal parti d'opposition (FPI). Et ce troisième protagoniste assume une position de victime qui place Gbagbo et sa formation en position de complicité avec l'opresseur. Pour certains de ses partisans au moins, Ouattara est celui qui est exclu en permanence, persécuté par cette clause d'« ivoirité » qui a été inventée spécialement pour rejeter sa candidature aux élections. Cela a brisé en partie la représentation qui faisait de Gbagbo le porteur des espoirs de démocratisation.*
- 22 L.P. – Oui, c'est déjà une condition qui permet au mythe de se fissurer. Les divisions peuvent être réelles entre les partisans de Gbagbo et de Ouattara, mais il n'en reste pas moins que l'un et l'autre ne représentent pas la même chose. Gbagbo est l'opposant historique. Ouattara n'a jamais été un opposant à Houphouët-Boigny. Il n'a jamais été emprisonné, etc. C'est un nouveau protagoniste et le mythe qui se crée autour de lui se crée en quelque sorte par défaut : il est persécuté par la clause de l'« ivoirité » que Gbagbo reprend. Il va rallier des troupes, mais des troupes déçues : ceux qui commencent sans doute à pressentir que Gbagbo ne va pas redistribuer les positions à tout le monde. Il faudrait regarder finement qui soutient Ouattara et qui reste avec Gbagbo. Bien sûr derrière il y a des visions idéologiques du monde (socialiste pour Gbagbo et libéral pour Ouattara), mais je crois vraiment que ce n'est pas ce qui détermine sociologiquement les engagements ou plutôt que ce n'est pas ce qui explique le choix à faire à un moment donné entre les camps. A la FESCI aussi c'est la division. Qu'est-ce qui fait que des étudiants rejoignent Ouattara et que d'autres restent derrière Gbagbo ? Je n'ai pas les éléments suffisants pour répondre.

- 23 L.B. – *Revenons sur la genèse et l'organisation des « jeunes patriotes », dont Blé Goudé est le chef charismatique. Ce type d'association de soutien au pouvoir politique, qui joue actuellement un rôle de milice, paraît être enraciné dans les structures d'encadrement du parti unique, réactivées très fortement par Konan Bédié dans un contexte qui est devenu pluripartite en 1993. Au moment où il va devenir président, à la mort d'Houphouët-Boigny, se créent des associations de soutien à la Constitution (parce que la Constitution le désignait en tant que président de l'Assemblée nationale comme successeur d'Houphouët-Boigny). Ces groupes de soutien existaient parallèlement à son propre parti politique, le PDCI, en regroupant ses troupes les plus fidèles.*
- 24 L.P. – *Après le déclenchement de la guerre, Blé Goudé est revenu de Manchester, où il poursuivait ses études, pour devenir le « général » des « jeunes patriotes ». Peu avant, il a créé le COJEP, le Congrès panafricain des jeunes patriotes (2001). Il est un des responsables également de l'Alliance de la jeunesse pour un sursaut national (2002) qui regroupe plusieurs mouvances, dont la FESCI et la « Sorbonne » (un lieu d'« expression » informel situé au Plateau, le quartier central d'Abidjan). Ces mouvements de « jeunes » montrent que le modèle politique de mobilisation est très proche de celui mis en place par le parti unique : mouvements des jeunes « de ceci », mouvement de soutien « de cela », avec toutes les manipulations que cela suppose. Dans les deux camps d'ailleurs, ces formes d'organisation sont reprises : Soro a été président des étudiants francophones (FIEF) et membre du Cercle Alassane Dramane Ouattara (CADO). C'est aussi à cela qu'on mesure combien les adversaires impliqués sont socialisés de la même manière. C'est peut-être également l'une des choses qui peut expliquer la crise : il n'y a pas de différence fondamentale dans les modes d'action politique pensables par ces deux groupes. Quand on entre sur le site du Congrès panafricain des jeunes patriotes, le discours est digne de l'houphouëtisme des plus grands moments ! C'est une rhétorique politique aussi dure et molle à la fois : dure dans ses propos et molle dans son sens. Par exemple, les dénonciations en appellent à la haine de l'adversaire présenté comme dénué de toute humanité ; à l'inverse ceux qu'ils soutiennent apparaissent comme des « sauveurs » sans peur, ni reproche. C'est une pensée manichéenne qui fonctionne par opposition absolue entre le bien et le mal, le bon et le démon, avec une accroche sur des vieilles idéologies : le panafricanisme contre le colonialisme. On retrouve cela des deux côtés : il faut lutter contre les « valets » de l'impérialisme. Un discours de libération.*
- 25 *Une hypothèse. S'ils s'affrontent, c'est qu'ils ont des choses en commun. Ils ont en commun de vouloir occuper des positions ; ils ont en commun des trajectoires étudiantes interrompues qui ne leur donnent pas accès aux postes universitaires ; ils ont en commun de n'avoir aucune position professionnelle ; ils ont en commun des formes d'habitus politique et de pensée idéologique proche, qu'on retrouve, par exemple, dans les journaux ; ils ont en commun de s'opposer les uns aux autres exactement sur le même mode, en créant des divisions (dans les deux sens du terme). J'avais examiné cela, au sujet du discours journalistique⁴, en reprenant les analyses d'Hirschman⁵ qui montre que les pensées progressiste / révolutionnaire et réactionnaire/conservatrice fonctionnent sur des registres similaires d'opposition radicale entre le bon et le méchant, le bien et le mal, etc. Il y a dans la configuration politique actuelle en Côte-d'Ivoire une grande proximité d'habitus politique et idéologique entre les adversaires dont les trajectoires sont très similaires. Un des porte-parole important de la rébellion, Dacoury Tabley, est un ami d'enfance, un compagnon de lutte de Gbagbo. Il est passé dans le camp des « rebelles » (MPCI) peu après le déclenchement de la guerre. De même, Guillaume Soro a une*

trajectoire similaire à celle de Blé Goudé : ils ont fait des études d'anglais dans la même université, puis ils sont partis tous deux en Europe. Ils ont le même âge, etc.

- 26 Ces jeunes (ils ont quand même une petite trentaine) ayant longtemps fréquenté l'université, mais n'ayant pas acquis la légitimité universitaire de leurs aînés, se retrouvent dans une position opposée à celle qu'ils auraient pu attendre d'une accumulation réussie de ressources scolaires. Ils sont tous deux les « petites mains » d'un ordre guerrier, position fort éloignée d'une position intellectuelle, même s'ils en jouent en tant que porte-parole. Cette conversion d'un capital/pouvoir intellectuel non abouti, en position de porte-parole d'instances guerrières, témoigne de leur déclassement.
- 27 L.B. - *Comment peut-on relier ce que tu viens de décrire aux logiques de l'« ivoirité » et de l'exclusion de l'étranger, qui dominant la rhétorique politique ?*
- 28 L.P. - L'étranger, on le voit particulièrement bien dans ce cas : c'est le prétendant à une position politique, Ouattara. Tout en haut, pour le pouvoir, cela ne fait aucun doute (même si c'est en toute mauvaise foi) que l'étranger est Ouattara. On crée une catégorie, l'« ivoirité », bien plus large pour pouvoir l'exclure de la compétition. Et en même temps, on fait d'une pierre deux coups puisqu'on donne en pâture au petit peuple des ennemis. Donc, on détourne la question politique, on empêche le « peuple » de penser les choses dans un autre registre, c'est-à-dire de dévoiler les raisons de la lutte qui divise les fractions dominantes pour l'accès au pouvoir. C'est en quelque sorte une universalisation de leur lutte particulière qui leur permet de lever des troupes. La seule façon d'universaliser une lutte particulière, c'est de l'enrober d'un discours idéologique de ralliement (le bien contre le mal, une société meilleure, etc.). L'invention de l'« ivoirité » par Bédié, reprise par Gbagbo, a semblé être un coup de génie : à la fois éliminer un concurrent et désigner un ennemi intérieur. Mais ses promoteurs n'ont pas maîtrisé les choses jusqu'au bout : en créant un ennemi, on a créé les conditions de possibilité du recrutement de troupes. Ouattara a des partisans derrière lui qui désormais se battent pour une « grande cause », ce qui galvanise plus encore les engagements que le simple processus électoral.
- 29 La guerre n'oppose donc pas des ethnies, des blocs régionaux ou des religions. On le voit bien dans le camp des rebelles par exemple : Guillaume Soro est originaire du nord mais il est catholique tandis que Tably Dacoury est bété, comme Gbagbo, et tous deux dirigent la rébellion du nord. Bien sûr, derrière, il y a la question de l'« ivoirité », mais c'est de la reconstruction. Le registre ethnique est performatif, bien entendu. L'idéologie de l'« ivoirité » - ethniste - a un effet, ne serait-ce que parce qu'elle fournit une grille de lecture reprise là-bas et ici par les médias pour expliquer les événements. La référence à une lutte ethnique permet de penser les choses en terme de morale ou de droits de l'homme : les bons et les méchants. C'est une occultation des luttes politiques au sens fort du terme.

NOTES

1. Proteau L., 2002. *Passions scolaires en Côte-d'Ivoire. École, État et société*. Paris, Karthala.

2. Fondé en 1945 par Félix Houphouët-Boigny, le PDCI (Parti démocratique de Côte-d'Ivoire) a été parti unique de 1958 à 1990. Houphouët-Boigny fut président de 1960 à sa mort en 1993.

3. Des mouvements de revendications aboutissent en 1990 au rétablissement du multipartisme, qui n'avait jamais été retiré de la Constitution. Le FPI (Front populaire ivoirien) fondé clandestinement par Laurent Gbagbo en France en 1982 et affilié à l'Internationale socialiste, est alors re-fondé en Côte-d'Ivoire et légalisé. Laurent Gbagbo est le président actuel de Côte-d'Ivoire après avoir obligé, sous la pression de manifestations massives, le général Guéï, auteur du coup d'État de décembre 1999, à le reconnaître vainqueur des élections d'octobre 2000. Sa victoire est cependant contestée en raison du fait que les deux autres principaux prétendants à la présidence de la République, Henri Konan Bédié (PDCI) et Alassane Dramane Ouattara (RDR), n'avaient pas pu se présenter. Konan Bédié, président de 1993 à 1999, est le successeur d'Houphouët-Boigny. Alassane Ouattara, ancien gouverneur de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, fut premier ministre de 1990 à 1993, puis vice-président du FMI avant de revenir assumer en 1995 la direction du RDR (Rassemblement des républicains) parti issu d'une scission du PDCI. En compétition avec Konan Bédié à la mort d'Houphouët-Boigny, il est accusé d'être burkinabè, et n'a jamais pu présenter sa candidature aux élections présidentielles à la suite de l'introduction dans le code électoral d'une clause de « nationalité » ou d'« ivoirité ». C'est l'un des points de cristallisation des affrontements politiques, de plus en plus radicaux et violents, depuis 1994.

4. Proteau L., 2002. « La rhétorique journalistique. A propos d'une « "crise" scolaire en Côte-d'Ivoire », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 1 : 179-199.

5. Hirschman A. O., 1991. *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*. Paris, Fayard.

AUTEUR

LAURENCE PROTEAU

CSE, EHESS – Université Jules Vernes, Amiens